

La Russie et la Chine manoeuvrent au Moyen-Orient

Other Publication**Author(s):**

Watanabe, Lisa

Publication date:

2020-10

Permanent link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000443639>

Rights / license:

[In Copyright - Non-Commercial Use Permitted](#)

Originally published in:

Politique de sécurité: analyses du CSS 271

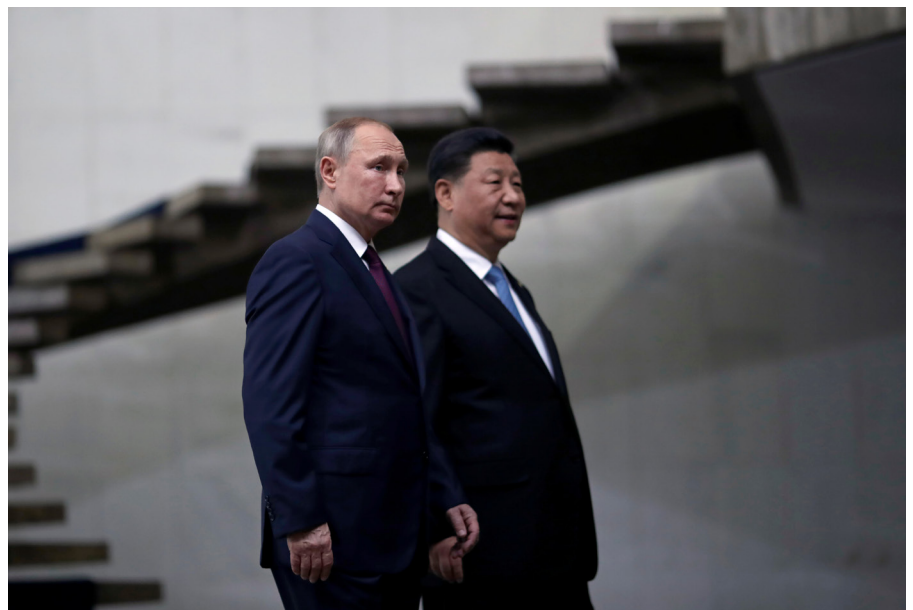
La Russie et la Chine manœuvrent au Moyen-Orient

À l'heure où les États-Unis réajustent leurs engagements au Moyen-Orient, la Russie et la Chine consolident leur présence dans la région. Sans chercher à supplanter les États-Unis, les deux puissances joueront un rôle croissant dont l'Europe devra tenir compte dans ses initiatives pour promouvoir ses intérêts.

Par Lisa Watanabe

Alors que les États-Unis redessinent les contours de leur engagement au Moyen-Orient, d'autres acteurs extérieurs sont en train d'intensifier le leur. Ces vingt dernières années, la Russie a donné un nouveau souffle à ses relations avec les pays de la région et tiré profit de la réticence de Washington à s'impliquer dans cette zone. Mais elle n'est pas la seule grande puissance à renforcer sa présence au Moyen-Orient. La Chine, elle aussi, accroît son engagement dans la région depuis vingt ans, notamment dans le cadre de son *Belt and Road Initiative* (BRI). Si l'on considère souvent sa démarche sous l'angle géoéconomique, son rôle prend un tour plus multiforme, avec une dimension sécuritaire croissante.

La montée de ces deux puissances soulève des questions sur leurs rôles respectifs dans une région où les États-Unis occupent traditionnellement une position dominante, mais réajustent leurs engagements du fait du refus de l'opinion publique d'envoyer des troupes aux conflits dans la région et de l'indépendance énergétique presque totale du pays grâce à l'exploitation du gaz de schiste. L'évolution de la situation dépendra en grande partie de l'ampleur réelle du retrait militaire des États-Unis au Moyen-Orient, qui est à ce jour bien moins important que les discussions l'ont laissé entendre, ainsi que de la nature et des modalités de l'engagement de Washington, qui pour-



Tandis que les États-Unis réajustent leurs priorités au Moyen-Orient, la Chine et la Russie deviennent des acteurs de plus en plus visibles. Ueslei Marcelino / Reuters

raient évoluer sous un gouvernement dirigé par Biden. Ces deux facteurs joueront un rôle essentiel pour déterminer la marge de manœuvre de Pékin et de Moscou, ainsi que les calculs des États de la région.

Une chose est sûre, cependant: on ne peut ignorer le rôle de la Russie et de la Chine au Moyen-Orient. Alors que la Russie occupe une place de plus en plus visible dans la région, principalement dans les pays de

Méditerranée orientale du fait de son intervention dans le conflit syrien, la Chine pourrait faire plus sérieusement concurrence aux États-Unis à long terme. Aujourd'hui, Pékin dépend de la sécurité assurée par les États-Unis pour garantir le passage des navires et l'accès à l'énergie dans cette partie du Moyen-Orient. Si l'engagement de Washington venait à vaciller de façon significative ou si la rivalité entre les États-Unis et la Chine venait à se

déporter davantage dans la région, Pékin pourrait être contraint de renforcer sa présence militaire et d'essayer d'approfondir ses relations de sécurité avec de nombreux alliés de Washington.

La multipolarisation du Moyen-Orient aura des conséquences pour l'Europe. Le fait que la Russie comme la Chine favorisent la stabilité des États et l'intégrité territoriale constitue une caractéristique séduisante pour beaucoup de gouvernements de la région, ce qui pourrait compliquer les projets de l'Europe visant à promouvoir un programme normatif. Dans le même temps, Pékin et Moscou deviendront probablement des partenaires incontournables sur certaines questions – la reconstruction de la Syrie, par exemple. Les pays européens devront donc réfléchir attentivement à la façon dont ils pourraient optimiser leur influence et promouvoir leurs intérêts dans un environnement régional de plus en plus complexe.

Le retour de la Russie

La Russie réactive sa présence au Moyen-Orient depuis 2000. Cependant, elle n'a pas de vision idéologique pour la région. Moscou ne cherche pas à transformer les pays, mais plutôt à se présenter comme une puissance indispensable qui se distingue nettement des États-Unis par son choix de privilégier la stabilité des États par rapport à des programmes de transformation qui, à ses yeux, n'ont fait qu'accroître l'instabilité locale. La Russie est plus ou moins parvenue à nouer des liens avec tous les États du Moyen-Orient de part et d'autre de grands clivages tels que le fossé entre, d'un côté, l'Iran et ses alliés et, de l'autre côté, l'alignement anti-iranien mené par l'Arabie saoudite. Pour les pays de la région, qui se méfient des programmes et des interventions des puissances extérieures, l'engagement de la Russie est souvent bienvenu. De plus, elle sait tirer le meilleur parti des occasions qui lui permettent d'accroître sa visibilité et son influence au Moyen-Orient.

Les intérêts économiques ont incité Moscou à approfondir son engagement dans la région. À l'origine, cette démarche était essentiellement motivée par le besoin d'alimenter la reprise économique après la chute de l'Union soviétique. Dans une moindre mesure, les questions de sécurité ont également joué un rôle, en particulier celles liées à l'extrémisme islamiste. Mais aujourd'hui, la Russie est de plus en plus

guidée par l'ambition de s'ériger en grand pôle dans un système international multipolaire au sein duquel la souveraineté des États prime sur la démocratie libérale. Dans ce contexte, la quête du statut de grande puissance et la résistance aux efforts de l'Occident pour promouvoir un changement de régime constituent des facteurs importants qui orientent la conduite de la Russie dans la région. La Syrie a été une ligne rouge pour Moscou à cet égard, surtout après l'intervention de 2011 en Libye sous la direction de l'OTAN.

L'engagement de la Russie revêt plusieurs formes. Les ventes d'armes se sont avérées utiles pour établir des relations avec les pays de la région et pour créer des voies de dépendance liées aux besoins de maintenance et de formation. Les armes et les équipements russes suscitent souvent l'intérêt car ils restent abordables et sont parfois connus des hauts responsables militaires. Dans plusieurs cas, la dette remontant à l'époque soviétique a été annulée en échange d'achats d'armes et d'autres avantages. C'est ce qui s'est produit avec la Syrie, par exemple, dont la Russie a annulé la dette datant de l'URSS contre l'acquisition d'armement et l'autorisation de réno-

La Russie se contentera probablement de combler les vides laissés par les autres.

ver la base navale de Tartous. Les ventes d'armes ont également été un moyen efficace de se rapprocher de pays en désaccord avec les États-Unis, notamment l'Iran, ou dont les relations avec Washington se sont dégradées, à l'image de la Turquie, membre de l'OTAN qui a récemment acheté à la Russie des systèmes de défense antiaérienne et antimissile S-400. L'Égypte a aussi acquis du matériel militaire russe, en particulier depuis la suspension partielle de l'aide militaire des États-Unis en 2013, en réaction au renversement de l'ancien président démocratiquement élu, Mohamed Morsi.

La Russie a également cherché des coopérations dans le secteur de l'énergie. La construction et la maintenance de centrales nucléaires et de réacteurs de recherche l'ont aidée à approfondir ses relations avec certains pays de la région désireux de bénéficier de son expertise dans le domaine nucléaire, comme la Syrie ou l'Iran. Pour Moscou, ce type de coopération énergétique s'avère extrêmement lucratif et instaure une dépendance durable à l'égard des

barres de combustible nucléaire d'origine russe. Le pétrole brut s'est également révélé utile pour instaurer des relations avec les pays non producteurs, tels qu'Israël et la Turquie, qui sont actuellement les plus grands importateurs de pétrole russe dans la région. Des entreprises russes effectuent aussi des explorations pétrolières et gazières dans d'autres États du Moyen-Orient, notamment l'Irak.

Dans sa quête croissante du statut de grande puissance, Moscou a, par ailleurs, de plus en plus recours à des moyens diplomatiques concertés, à l'assistance militaire et à des mercenaires pour asseoir son influence dans la région. Le rôle militaire adopté par la Russie a marqué un changement significatif par rapport à son engagement antérieur. La vulnérabilité du régime de Bachar el-Assad en 2015/16 et l'implication inégale des États-Unis, ainsi que le récent retrait des troupes américaines du nord-est de la Syrie, ont offert à Moscou la possibilité de combler des vides et d'agir en faveur de la stabilité de l'État.

Les ambitions russes

Pourtant, le rôle plus visible que joue la Russie sur les aspects politiques et de sécurité ne doit pas être interprété comme une tentative de supplanter les États-Unis dans la région. Aux yeux de Moscou, le Moyen-Orient n'est pas suffisamment important pour justifier de si grandes ambitions. Et quoi qu'il en soit, la Russie n'a ni les moyens économiques ni l'avance technologique nécessaires pour se substituer aux États-Unis et s'établir comme le principal partenaire des pays les plus puissants de la région en matière de sécurité – notamment l'Arabie saoudite et Israël, qui entretiennent des relations de longue date avec Washington.

La Russie se contentera probablement de combler les vides laissés par les autres. Elle possède un avantage dans les situations où elle peut exploiter les vulnérabilités des régimes et profiter de l'engagement inconsistant des États-Unis. Même si ce type d'opportunisme est révélateur de sa faiblesse relative, Moscou sait en tirer parti, tout en attisant les doutes sur la fiabilité de Washington. Conscients que la Russie ne constitue pas un substitut viable aux États-Unis, les pays de la région souhaitent malgré tout diversifier leurs partenaires pour se prémunir contre un retrait plus marqué de Washington. Le rôle de la Russie en Syrie fait que certains de ses intérêts se recoupent avec plusieurs pays voisins, notamment Israël, le Liban et la Turquie.

Du fait de son implication dans le conflit syrien, la Russie se taille une place plus visible au Moyen-Orient, et plus particulièrement au Levant. Sa présence militaire en Syrie s'inscrit sur le long terme et ses relations étroites avec le régime d'el-Assad renforceront encore son influence dans la région, dans l'immédiat et au sortir du conflit. Mais tant que les États-Unis resteront at-

La Chine pourrait jouer un rôle bien plus important que la Russie à long terme au Moyen-Orient.

tachés à une large coopération institutionnalisée avec leurs principaux alliés au Moyen-Orient et s'efforceront de les rassurer sur leur engagement à long terme, Moscou aura du mal à approfondir ses relations avec ces pays, ce qui restreindra son rôle. Bien que les États-Unis souhaitent quitter l'Irak et la Syrie, ils font pression sur leurs principaux partenaires locaux pour que ceux-ci limitent leur coopération militaire avec la Russie. Ce serait donc une erreur d'assimiler le réajustement de l'engagement américain au Moyen-Orient à un retrait total de la région.

Le rôle croissant de la Chine

La situation de la Chine est différente. Le Moyen-Orient est important à ses yeux et elle peut y consacrer d'importants moyens. La Chine importe environ 50 pourcent de son pétrole brut du Moyen-Orient, essentiellement d'Arabie saoudite. Elle présente donc une forte dépendance à l'égard des pays du Golfe, en particulier pour répondre à ses besoins énergétiques. La région constitue également une porte vers l'Europe et l'Afrique, ce qui lui confère un rôle commercial de taille.

Si la Chine n'a pas formulé de stratégie pour le Moyen-Orient, elle a signifié son intention de renforcer sa coopération avec ces pays, notamment dans le cadre de la BRI, comme l'indique le document de 2016 présentant la politique de la Chine à l'égard des pays arabes. Selon ce document, la Chine compte intensifier son engagement dans la région en mettant en place une architecture de coopération «1+2+3» principalement axée sur le secteur de l'énergie, avec comme deuxième pilier le commerce et les investissements et comme troisième pilier les nouvelles technologies dans les domaines du nucléaire, des satellites et des énergies renouvelables. L'engagement de Pékin repose explicitement sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale – des principes directeurs qui, comme l'ap-

proche russe, trouvent un écho favorable auprès des gouvernements de la région.

Le commerce avec la région est en hausse. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) sont aujourd'hui les deux principaux partenaires commerciaux de la Chine au Moyen-Orient. Les importations de pétrole brut constituent l'essentiel de ces échanges. À plus long terme, la Chine souhaiterait augmenter ses importations de pétrole brut en provenance d'Iran afin de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Arabie saoudite. Pékin et Téhéran avaient espoir que la fin des sanctions liées à l'accord sur le nucléaire iranien permettrait d'augmenter les investissements en Iran et les importations chinoises de pétrole brut iranien. Mais le retrait de Washington de l'accord et les nouvelles sanctions imposées par les États-Unis ont entravé le développement des relations sino-iraniennes. Certains observateurs pensent que le partenariat stratégique global entre Pékin et Téhéran, récemment rendu public, pourrait approfondir les relations entre les deux pays, même si le maintien des sanctions américaines et la nécessité pour la Chine de tenir compte des sensibilités de Riyad limiteraient probablement leur coopération.

La Chine investit également dans les infrastructures critiques. Sans surprise, elle facilite le développement des infrastructures énergétiques et de celles liées au transport maritime. Des entreprises chinoises investissent par exemple dans les installations pétrochimiques saoudiennes, dans le développement de ports aux EAU et dans le réaménagement du canal de Suez et du havre de Port-Saïd en Égypte. Les investissements chinois dans les réseaux de télécommunication ont également augmenté. L'entreprise chinoise Huawei participe aux réseaux 5G de certains pays du Moyen-Orient. Les investissements du BRI s'intègrent souvent dans les objectifs économiques à long terme des États de la région.

La Chine coopère également avec des pays du Moyen-Orient dans le développement d'autres sources d'énergie, telles que le nucléaire. Ainsi, la Chine va construire et entretenir un réacteur de recherche en Arabie saoudite, dans le cadre des efforts déployés par le pays pour diversifier son mix énergétique national afin d'exporter plus de pétrole. La Jordanie a également signé un accord similaire avec la Chine.

Si les aspects géoéconomiques dans le cadre de la BRI représentent une grande partie de ses activités dans la région, Pékin renforce également son rôle dans le domaine de la sécurité. La participation de la Chine aux missions de maintien de la paix au Moyen-Orient et aux opérations de lutte contre la piraterie mandatées par l'ONU dans le golfe d'Aden, ainsi que la mise en place d'une base militaire à Djibouti en 2017 accentuent, de fait, sa présence militaire. La coopération bilatérale en matière de défense se développe aussi. Des exercices navals conjoints ont été réalisés ces dernières années avec l'Égypte, l'Iran et l'Arabie saoudite. L'Armée populaire de libération chinoise dispense également des formations militaires élémentaires à l'armée saoudienne et devrait bientôt faire de même aux EAU.

Les ambitions chinoises

Malgré son engagement croissant et multiforme dans la région, la Chine, comme la Russie, ne cherche pas à se substituer aux États-Unis pour s'établir comme l'acteur extérieur prédominant au Moyen-Orient. S'éloignant de l'approche de Deng Xiaoping consistant à «cacher ses talents et attendre son heure», la Chine adopte une position plus affirmée qui se reflète dans l'accent mis par Hu Jintao sur la recherche proactive de résultats. Pour autant, elle hésite encore à s'engager plus avant dans la sécurité de la région. Si la Chine est disposée à contribuer à la sécurité maritime dans le Golfe par le biais des opérations de lutte contre la piraterie qu'elle mène depuis

La naissance d'une multipolarité dans la région aurait des retombées pour les États-Unis et pour l'Europe.

longtemps, elle s'est montrée réticente à s'impliquer dans le conflit syrien au-delà de la couverture diplomatique du régime el-Assad.

Du point de vue de Pékin, les États-Unis sont pourvoyeurs d'un bien public majeur: la sécurité de l'énergie et de la navigation dans le Golfe. Une réduction drastique de l'engagement des États-Unis dans la région ne serait pas dans l'intérêt de la Chine. Et même si la Chine avait la volonté politique de s'impliquer davantage dans la sécurité de la région, elle n'a ni les capacités militaires ni l'avance technologique nécessaires pour se substituer aux États-Unis dans ce domaine. Pékin et Washington ne sont pas

d'accord sur toutes les questions de sécurité qui touchent le Moyen-Orient, notamment sur les dossiers syrien et iranien. Malgré tout, la Chine semble heureuse de pouvoir profiter du parapluie sécuritaire des États-Unis le plus longtemps possible.

Les pays du Moyen-Orient sont conscients que la Chine ne souhaite pas s'impliquer excessivement dans la sécurité de la région. Dans ce contexte, ils ne considèrent pas encore la Chine comme une alternative viable aux États-Unis. En revanche, ils sont prêts à coopérer avec Pékin pour atteindre leurs objectifs économiques et de développement et pour compléter leurs relations avec Washington. Si les États-Unis venaient à réduire significativement leur présence institutionnalisée en matière de sécurité et à revoir complètement leur engagement dans le Golfe et en Israël, cela changerait non seulement les calculs des pays du Moyen-Orient, mais également ceux de Pékin. À long terme, la dépendance énergétique de Pékin vis-à-vis du Golfe et ses intérêts économiques naissants dans la région pourraient l'obliger à jouer un plus grand rôle dans la sécurité au Moyen-Orient.

Perspectives

La présence accrue de la Russie et de la Chine au Moyen-Orient ne doit pas être interprétée comme une tentative de l'une ou l'autre de ces puissances d'assumer un rôle de premier plan dans la région, comparable à celui des États-Unis. Elles ont toutes deux, néanmoins, réussi à consolider leur influence dans la région. L'implication de la Russie dans la guerre civile en Syrie lui a

conféré une présence à long terme au Moyen-Orient, ce qui lui a donné plus de poids auprès du régime d'el-Assad, mais également des pays voisins. Cependant, les relations institutionnalisées et fondées sur une large assise que Washington entretient avec ses principaux alliés de la région dans le domaine de la sécurité semblent dépasser le cadre des intérêts russes. Washington, de son côté, garde un œil attentif sur les liens étroits qu'elle a noués avec ces pays sur les questions de sécurité, même si sa volonté d'intervenir militairement et diplomatiquement dans les conflits régionaux a diminué.

La Chine pourrait jouer un rôle bien plus important que la Russie à long terme au Moyen-Orient. Les intérêts et les priorités de Pékin dans la région sont plus proches de ceux des États-Unis. Tant qu'elle dépendra du Golfe sur le plan énergétique et qu'elle devra faire transiter ses marchandises par les nombreux goulets d'étranglement maritimes du Moyen-Orient, la Chine devra assumer des missions de sécurité et c'est ce que les États de la région attendront d'elle. Ce sera d'autant plus le cas si Washington, à un moment donné, n'a plus autant d'intérêt à assurer la sécurité de la navigation et l'accès des marchés mondiaux aux sources d'approvisionnement en énergie de la région ou si la rivalité entre les États-Unis et la Chine s'intensifie. Une telle situation entraînerait un élargissement et un approfondissement des relations de Pékin avec les pays du Moyen-Orient dans le domaine de la sécurité. La Chine se verrait également dans la nécessité de renforcer sa présence militaire dans la zone.

Pour aller plus loin

Andreas Krieg, «**Externalizing the Burden of War: The Obama Doctrine and US Foreign Policy in the Middle East,**» *International Affairs* 92: 1 (2016), pp. 97–113.

Erzsébet N. Rózsa, «**Deciphering China in the Middle East,**» *EUISS Brief* 14, June 2020.

Jonathan Fulton, «**China's Changing Role in the Middle East,**» Atlantic Council, June 2019.

Les rôles de la Chine et de la Russie et leurs domaines d'intérêt sous-régionaux pourraient donc se révéler complémentaires, guidés par leur convergence de vues concernant la stabilité des États. La naissance d'une multipolarité de ce type aurait des retombées non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour l'Europe. Cette dernière devra se positionner avec prudence afin de gérer ses relations avec les grandes puissances et de promouvoir ses intérêts sans faire de compromis sur ses valeurs.

Voir le [site thématique du CSS](#) pour en savoir plus sur la sécurité euro-atlantique.

Lisa Watanabe est chef de l'équipe «Swiss and Euro-Atlantic Security» du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH de Zurich

Les **analyses de politique de sécurité** du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais.

Editeur: Julian Kamasa
Révision linguistique: Lisa Watanabe
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Plus d'éditions et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La dynamique sino-russe dans l'Arctique No 270
Les vaccins, champ de bataille de l'information No 269
Le dilemme de l'OMS dans la lutte contre les épidémies No 268
Coronavirus: une arme à double tranchant pour la Chine No 267
Virus dans le système russe No 266
Intelligence artificielle et cybersécurité No 265

© 2020 Center for Security Studies (CSS), ETH Zurich
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000443639